



**l'Assurance
Maladie**
Agir ensemble, protéger chacun

Centre de traitement
informatique
Saint-Etienne

MARCHÉ 03/2025

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES - CCAP

ENTRETIEN DES ESPACES VERTS

Marché à Procédure Adaptée (MAPA)

En application de l'article R 2123-1 du décret 2018-1075 du 03.12.2018

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : Objet du marché	3
ARTICLE 2 – Pièces constitutives du marché	3
2.1 – Pièces particulières	3
2.2 – Pièces générales	3
ARTICLE 3 – Durée du marché	3
ARTICLE 4 – Modalités d'exécution du marché	3
4.1 – Période d'intervention	4
4.2 – Contrôle d'exécution des prestations	4
4.3 – Pénalités	4
ARTICLE 5 – Développement durable	4
5.1 – Éléments à caractère social	4
5.2 – Éléments à caractère environnemental	4
ARTICLE 6 – Obligations du titulaire.....	5
ARTICLE 7 – Obligations du pouvoir adjudicateur	5
ARTICLE 8 – Conditions d'établissement et d'évolution des prix.....	5
8.1 – Conditions générales d'établissement des prix.....	5
8.2– Conditions générales d'évolution des prix	5
ARTICLE 9 – Conditions de règlement.....	6
9.1 – Périodicité de facturation	6
9.2 – Modalités.....	6
ARTICLE 10 – Confidentialité	6
ARTICLE 11 – Responsabilités et assurances	7
ARTICLE 12 – Sous-Traitance.....	7
ARTICLE 13 – Résiliation.....	7
ARTICLE 14 – Dérogation aux documents généraux	7

ARTICLE 1 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'entretien de l'ensemble des espaces verts du Centre de Traitement Informatique de Saint-Etienne.

ARTICLE 2 – Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes ; elles prévalent les unes contre les autres en fonction de leur ordre et ce en cas de contradiction entre elles :

2.1 – PIÈCES PARTICULIÈRES

- L'acte d'engagement (AE) et son bordereau de prix
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

2.2 – PIÈCES GÉNÉRALES

Les documents applicables sont :

- Le décret N° 2018-1075 du 03 décembre 2018 relatif aux marchés publics
- L'arrêté du 16 juillet 2018 portant réglementation des marchés des organismes de Sécurité Sociale
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS).

ARTICLE 3 – Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée de **un an** à compter de la date de notification. Il est renouvelable par voie expresse dans la limite de quatre ans.

L'organisme notifiera par courrier recommandé son souhait ou non de reconduire le présent marché 2 mois avant son terme, soit au plus tard le 31 octobre de l'année.

Le Titulaire du marché ne peut refuser sa reconduction.
Les reconductions ne sauraient permettre de modifier les conditions du marché qui aura été signé.

Pendant la durée du marché, l'Organisme disposera d'une possibilité de dénonciation assortie d'un préavis de trois mois.

ARTICLE 4 – Modalités d'exécution du marché

Il est attendu du titulaire qu'il s'engage à entretenir l'ensemble des espaces verts du site.

L'entretien inclut dans son prix forfaitaire l'intégralité du coût de la main d'œuvre nécessaire ainsi que tous les déplacements.

Le titulaire interviendra sur la base du planning des interventions remis par lui-même, et s'engage à informer de tout changement de planning au minimum 48h avant l'intervention prévue.

Le titulaire du marché aura accès aux locaux du lundi au vendredi de 08h30 à 17h30 pour réaliser les interventions prévues.

Le titulaire devra veiller à ce que le personnel intervenant prenne toutes les dispositions nécessaires afin de respecter les règles de sécurité qui s'imposent vis-à-vis de son personnel et des personnes environnantes.

Le titulaire devra se signaler auprès de l'accueil pour informer de son arrivée et de son départ du site.

4.1 – PÉRIODE D'INTERVENTION

Toutes les interventions sont prises en compte de manière forfaitaire dans le présent contrat.

Les dommages causés par des circonstances exceptionnelles telles que définies par les assurances sont exclus de la garantie.

4.2 – CONTRÔLE D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Chaque intervention donne lieu à l'établissement d'une fiche d'intervention comprenant les indications suivantes :

- date et heure d'intervention ;
- descriptif de l'intervention réalisée ;
- problèmes éventuels rencontrés lors du déroulement de l'intervention ;

La transmission du bon d'intervention se fera par tout moyen.

4.3 – PÉNALITÉS

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités suite à un retard non justifié et resté sans réponse après sollicitation, il invite par écrit le titulaire à présenter ses observations, dans un délai de 7 jours à compter du premier retard constaté.

En cas de retard dans l'exécution des prestations forfaitaires planifiées et confirmées, et en l'absence de justification à la suite de 2 rappels effectuée par l'organisme : 50 € par jour de retard.

Par dérogation au CCAG de référence, en cas de manquement aux obligations de sécurité, le titulaire encourt une pénalité de 100 €, si les manquements suivants sont constatés :

- absence de matériel de protection individuel et/ou collectif
- utilisation de matériel dangereux ou comportement dangereux du personnel du titulaire

ARTICLE 5 – Développement durable

Les conditions d'exécution du marché devront comporter des éléments à caractère social et environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable. Ces conditions n'ont aucun effet discriminatoire.

5.1 – ÉLÉMENTS À CARACTÈRE SOCIAL

Le titulaire du présent marché s'engage à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion.

Les structures d'insertion par l'activité économique ont pour objet principal l'insertion par l'emploi. Il s'agit de mettre en situation de travail des personnes qui, rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi, peuvent toutefois être placées en emploi moyennant un soutien. Ces structures proposent à ces personnes des contrats de travail et mettent à la disposition des salariés en insertion un encadrement professionnel et social afin de rendre leur accès le plus rapide au marché de l'emploi classique.

5.2 – ÉLÉMENTS À CARACTÈRE ENVIRONNEMENTAL

Le titulaire doit adopter un comportement responsable à l'égard de l'environnement et doit réaliser les prestations du présent marché en limitant les impacts écologiques néfastes.

Le titulaire veillera à limiter l'impact environnemental des produits proposés pour l'entretien.

Il veillera à ce que soit effectuées les opérations de collectes, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et évacuation des déchets vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6 – Obligations du titulaire

Le titulaire a une obligation de résultat. Il ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations et faire état de difficulté pour ne pas assurer sa prestation partiellement ou en totalité dans le cadre défini par le présent marché.

Le titulaire est responsable de la bonne qualité de l'entretien effectué. Il désignera un interlocuteur unique, ayant une connaissance des prestations à réaliser sur site, que le CTI pourra contacter pour toute demande.

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, le site en bon état d'entretien.

Le personnel de l'entreprise titulaire doit être qualifié : le titulaire devra s'assurer de la formation de son personnel.

ARTICLE 7 – Obligations du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur s'engage à :

- laisser au titulaire le libre accès aux bâtiments pour l'exécution des prestations, objet du présent marché ;
- mettre à disposition du titulaire les moyens nécessaires au bon déroulement des interventions.

Toutefois, en cas de carence du Titulaire dans l'entretien des installations, l'organisme se réserve le droit de faire appel directement à une entreprise et ce, aux frais du Titulaire.

ARTICLE 8 – Conditions d'établissement et d'évolution des prix

8.1 – CONDITIONS GÉNÉRALES D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX

Le présent marché est conclu pour le prix forfaitaire ferme. Ce prix figure à l'Acte d'Engagement (AE), le détail de ce prix figure dans le bordereau de prix.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur à la date de remise des offres, soit octobre 2025. Ils comprennent tous les frais engagés par le titulaire pour l'exécution de la prestation.

8.2 – CONDITIONS GÉNÉRALES D'ÉVOLUTION DES PRIX

Les prix sont révisibles à la date anniversaire du marché pendant toute la durée dudit marché.

La formule de révision de prix est la suivante :

$$P = P_0 \{0,15 + 0,85(I_m/I_0)\}$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé hors TVA ;

P₀ = Prix fixé dans l'offre ;

I₀ = valeur de l'indice/index EV4 « travaux entretien espaces verts » en vigueur au mois d'établissement des prix

I_m = valeur de l'indice/index EV4 « travaux entretien espaces verts » à la date de la révision.

Indice INSEE EV4 « travaux entretien espaces verts » n° identifiant 001711017

ARTICLE 9 – Conditions de règlement

9.1 – PÉRIODICITÉ DE FACTURATION

Les redevances de maintenance sont établies de manière trimestrielle (mars / juin / septembre / décembre).

9.2 – MODALITÉS

Le CTI St-Etienne a mis en place le dispositif de réception dématérialisée des factures.

Le titulaire est astreint à l'obligation de transmettre ses factures par voie dématérialisée, et doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition : ChorusPro.

L'application est accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire devra pour pouvoir déposer ses factures, renseigner dans l'outil le numéro de SIRET, qui identifiera le CTI St-Etienne en tant que destinataire de la facture : 403 321 458 000 16

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Le Directeur Comptable et Financier de l'organisme règle les sommes dues au titre du présent marché dans un délai de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture.

ARTICLE 10 – Confidentialité

Le titulaire s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par le CTI St-Etienne, dans le cadre de l'exécution du présent marché. Les parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre elles tout au long de l'exécution du marché.

Chaque partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du marché,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du marché,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du marché,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,

- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du marché et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du marché,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

Chacune des parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent marché et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent marché et pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 11 – Responsabilités et assurances

Le Titulaire s'engage à fournir dès la notification du marché une attestation d'assurance "Responsabilité Civile" en cours de validité.

Cette assurance doit couvrir tous les risques inhérents au présent marché.

Le Titulaire s'engage à régler toutes les primes pour que l'Organisme puisse faire valoir ses droits en qualité de bénéficiaire.

Le CTI Saint-Etienne se réserve le droit de demander une copie de la police d'assurance en cours de validité.

En tout état de cause, la franchise imposée par la compagnie d'assurance sera à la charge du Titulaire.

ARTICLE 12 – Sous-Traitance

Toutes les clauses des marchés s'imposent aux sous-traitants qui seront soumis aux mêmes conditions et termes que le Titulaire.

Les sous-traitants seront réglés par l'Organisme.

ARTICLE 13 – Résiliation

Conformément aux dispositions prévues aux articles 29 à 32 du CCAG-FCS, l'Organisme se réserve le droit de résilier le présent marché, par lettre recommandée avec accusé de réception et ce avec préavis de 3 mois.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, aucune indemnité n'est due au Titulaire en cas de résiliation anticipée du présent marché.

En cas de résiliation, le Titulaire sera tenu d'exécuter les prestations qui auront été contractualisées préalablement à la date de résiliation, et seules les prestations réalisées feront l'objet d'un règlement.

ARTICLE 14 – Dérogation aux documents généraux

Les dérogations au CCAG FCS concernent les points suivants :

Article du CCAP	Dérogations au CCAG	Objet de la dérogation
4.3	Article 20.1	Pénalités
13	Article 33	Résiliation